

TRAITE DE LISBONNE : ULTIMES DIFFICULTES

Alors que le peuple irlandais a approuvé le traité de Lisbonne au début du mois par référendum, les dernières péripéties qui entravent sa mise en application mettent une nouvelle fois en lumière la faillite de l'actuel mode de décision communautaire et l'urgence qu'il y a à le réformer (ce que prévoit, justement, ce traité).

Comment est-il possible en effet qu'un seul homme, Vaclav Klaus en l'occurrence, président europhobe de la République tchèque, puisse bloquer à lui tout seul un processus approuvé désormais par les 27 Etats membres, en refusant d'apposer sa signature au bas de la loi de ratification adoptée par son propre Parlement le 6 mai dernier ? Les motifs à peine crédibles de ces tergiversations ne sont que des prétextes qui ne réussiront qu'à retarder l'entrée en vigueur du Traité. Ainsi, au lieu de pouvoir avancer enfin sur la voie tracée par ce texte (notamment avec l'institution du premier Président stable et du ministre des affaires étrangères de l'Union) le prochain Conseil européen devra une fois encore trouver une solution diplomatique à un problème de politique intérieure.

L'abandon de la règle de l'unanimité pour l'adoption des Traités est certainement la solution à ces difficultés récurrentes. Toujours est-il que ces contorsions permanentes sont incompréhensibles pour l'opinion publique et ne contribuent pas à susciter son adhésion au projet européen !

Alain MARTY
Centre d'Information Europe Direct